

# BIRMANIE

## Le drame des Rohingyas raconté par les humanitaires

L'ONU l'affirme, un nettoyage ethnique a lieu par l'armée birmane contre les Rohingyas, qui ont fui par centaines de milliers le pays d'Aung San Suu Kyi pour se réfugier au Bangladesh, où la situation des enfants est dramatique selon l'UNICEF. Sur place, Amnesty International tire la sonnette d'alarme: «Des crimes contre l'humanité» se poursuivent. *La Cité* a recueilli le témoignage d'experts déçus par la passivité de la dame de Rangoon, prix Nobel de la Paix en 1991.

PAR LUISA BALLIN

L'ancienne militante pour la démocratie Aung San Suu Kyi, devenue en mars 2016 cheffe du gouvernement birman suite à la victoire de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie, aux élections législatives, a-t-elle perdu son aura aux yeux de nombreux observateurs qui lui reprochent sa froideur face au sort réservé aux Rohingyas, la minorité musulmane birmane?

Le 15 septembre dernier, le secrétaire général de l'ONU a haussé le ton. «J'appelle les autorités de Birmanie à suspendre les activités militaires et la violence et à faire respecter la loi», a martelé António Guterres, lors d'une conférence de presse. Ajoutant, en réponse à la question d'un journaliste s'il s'agissait de nettoyage ethnique: «Quand un tiers de la population rohingya doit fuir le pays, pensez-vous pouvoir trouver un meilleur mot pour décrire la situation?»

### 425 000 RÉFUGIÉS

Les chiffres avancés sont explicites: environ 425 000 Rohingyas (mais probablement davantage) se sont réfugiés au Bangladesh depuis fin août pour fuir la répression de l'armée birmane, suite à une attaque de rebelles Rohingyas contre un poste de police et la mort de plusieurs policiers. Des milliers d'autres personnes fuyant les exactions de l'armée seraient toujours sur les routes. Les autorités du Bangladesh et les organisations humanitaires ne cachent pas leurs difficultés pour prendre en charge cette arrivée massive de réfugiés.

Les enfants sont les premières victimes de cette tragédie, comme le confirme *La Cité* Christophe Boulierc, porte-parole de l'UNICEF, joint par téléphone dans les camps de réfugiés Rohingyas à la fron-

tière entre la Birmanie et le Bangladesh: «La situation des enfants est terrible. Certains camps sont installés ici depuis plusieurs années et des camps de fortune ont été mis sur pied depuis le 25 août dernier. Nous estimons que 25 000 enfants sont arrivés depuis cette date. Environ 425 000 personnes sont arrivées en trois semaines, chiffre sans précédent pour le Bangladesh. Elles se sont installées ici tant bien que mal. Nous estimons que 60% d'entre elles sont des enfants. Ce chiffre inclut les bébés et les femmes enceintes.»

Le porte-parole de l'UNICEF explique que les enfants Rohingyas ont marché quatre voire cinq jours sous une pluie battante, de jour comme de nuit: «Certains ont de la fièvre, d'autres des problèmes nutritionnels. Ils arrivent épuisés et traumatisés. Leur priorité est de trouver une bâche en plastique et un endroit où s'abriter car les camps sont complètement engorgés. Il y a une cohabitation entre anciens et nouveaux arrivants.»

L'UNICEF dispose de plus de quarante espaces d'accueil pour les enfants arrivés dans l'urgence. La première façon d'aider un enfant qui a vécu des choses terribles est de lui donner un jouet pour tenter de le rassurer, explique Christophe Boulierc: «Pour qu'ils jouent. Pour qu'ils redévoient des enfants. Un certain nombre d'entre eux sont profondément affectés et souffrent de traumatismes. Ils ne vont pas jouer, ils restent prostrés. Ces enfants ont besoin d'un soutien psycho-social.» Et d'ajouter que, depuis le 25 août, l'UNICEF, le CICR et le Croissant rouge ont enregistré 1584 enfants arrivés sans leurs parents: «Ils ont besoin d'une double protection puisqu'ils ne sont pas dans un cadre protecteur et doivent donc être protégés contre des risques d'exploitation sexuelle, de travail forcé chez un particulier ou d'un mariage précoce pour les filles.»

L'un des défis de l'UNICEF est d'identifier et d'enregistrer les enfants non ac-

compagnés puis de commencer le traçage des familles. Si l'organisation onusienne ne parvient pas à trouver rapidement les parents de ces enfants, une structure de famille d'accueil est mise en place. Les réfugiés Rohingyas ne peuvent retourner chez eux, pour des raisons de sécurité. «Je me trouve dans les camps au Bangladesh, je ne peux donc pas spéculer sur ce qui se passe au Myanmar, mais nous voyons des milliers d'enfants arriver. Et ces enfants parlent. Leurs traumatismes viennent des situations très graves qu'ils ont vécues», note Christophe Boulierc.

### «JE NE RESSENS RIEN»

Il donne l'exemple d'un adolescent de quatorze ans qui a vu sa mère et sa petite sœur être tuées par balle sous ses yeux. Il a réussi à fuir, seul. En route, deux dames ont pris soin de lui et il est arrivé au Bangladesh en leur compagnie. Cet enfant avait l'air complètement perdu explique le porte-parole de l'UNICEF. Lorsqu'il lui a demandé ce qu'il ressentait, l'adolescent a répondu: «Je ne ressens rien. Tout ce que je veux c'est manger, trouver de l'eau et un abri. Peut-être qu'après je pourrai ressentir quelque chose.» Cet enfant, seul et traumatisé, est une proie facile pour toutes sortes d'abus. Qu'en est-il d'un éventuel retour chez eux pour ces enfants? «Ici, personne n'en parle. La priorité est de faire face à cet afflux incessant de personnes», souligne Christophe Boulierc.

Le drame des réfugiés Rohingyas n'est pas nouveau au Bangladesh. «En octobre dernier, 74 000 Rohingyas sont venus ici. Et avec les 425 000 personnes arrivées récemment, la situation est très difficile à gérer: risque de choléra et autres maladies comme la diarrhée qui peut tuer des enfants», explique-t-il. L'UNICEF a ainsi lancé des campagnes de vaccination contre



BANGLADESH. UN CAMP DE FORTUNE MIS SUR PIED À LA FIN DE L'ÉTÉ.

© UNICEF / 2017

la rougeole et la rubéole pour les enfants de moins de quinze ans et contre la poliomyélite pour les enfants âgés de moins de cinq ans.

Tirana Hassan, directrice de la gestion des crises à Amnesty International, vient de rentrer de la frontière entre la Birmanie et le Bangladesh. Son constat est accablant: «La situation des Rohingyas est désespérée. Nous avons des documents qui montrent que les Rohingyas ont été ciblés, lors d'une campagne planifiée et systématique. Les forces de sécurité sont entrées dans les villages en tirant de façon indiscriminée. Elles ont emmené des dizaines voire des



«ENVIRON 425 000 PERSONNES SONT ARRIVÉES DEPUIS LE 25 AOÛT DERNIER DANS LES CAMPS DRESSÉS PAR L'UNICEF». DÉTAILLE CHRISTOPHE BOULIERIC.

PORTE PAROLE DE L'ORGANISATION, JOINT PAR TÉLÉPHONE À LA FRONTIÈRE ENTRE LA BIRMANIE ET LE BANGLADESH.

© UNICEF / 2017

« La situation des Rohingyas est désespérée. Nous avons des documents qui montrent que les Rohingyas ont été ciblés, lors d'une campagne planifiée et systématique. Les forces de sécurité sont entrées dans les villages en tirant de façon indiscriminée. Elles ont emmené des dizaines voire des centaines d'hommes et de jeunes garçons dont nous sommes sans nouvelles. Des documents montrent des forces de sécurité tirant sur des gens en fuite. Cette campagne délibérée vise à faire fuir les Rohingyas. »

### TIRANA HASSAN

DIRECTRICE DE LA GESTION DES CRISES À AMNESTY INTERNATIONAL, DE RETOUR DE LA FRONTIÈRE ENTRE LA BIRMANIE ET LE BANGLADESH

déclaré qu'il s'agit d'une opération de déblaiement (clearing en anglais, ndr). Après qu'un groupe d'insurgés Rohingyas, se proclamant membres de l'Arakan Rohingya Salvation Army, a attaqué un poste de police tuant une douzaine de policiers. Le gouvernement a riposté en lançant cette opération qui soulève beaucoup d'inquiétudes», explique Tirana Hassan.

Pour la responsable d'Amnesty International, cette opération dite de contre-insurrection est «un bâtiment collectif contre la population rohingya». Et d'ajouter: «Nous sommes sur place et nous pouvons dire que, district après district, les forces de sécurité encerclent les villages Rohingyas. Et ouvrent le feu sans discernement, tuant et blessant femmes, hommes, personnes âgées, enfants.»

À l'instar de nombreux autres observateurs, Tirana Hassan se dit «terriblement déçue par le discours prononcé le 19 septembre dernier par Aung San Suu Kyi. Nous étions à la frontière avec le Bangladesh et nous avons vu des villages brûler. Même si ces feux n'étaient pas allumés par les forces de sécurité, selon nos informations, des forces de sécurité étaient impliquées.» Le responsable d'Amnesty International dénonce le fait que «Aung San Suu Kyi n'a fait aucune tentative pour désamorcer la situation et elle n'a pas critiqué les militaires, son discours était une tentative de dire que des choses terribles ont eu lieu des deux côtés, ce n'est pas une position responsable pour un d'Etat; nous ne pouvons pas parler de ses motivations, mais ce que nous pouvons dire c'est qu'en tant que chef de l'Etat, elle a la responsabilité de désamorcer la situation, et de faire tout ce qui est en son pouvoir pour arrêter les tueries.»

Reste que le discours d'Aung San Suu Kyi est considéré par certains comme un message d'apaisement adressé à la communauté internationale. «Nous sommes prêts à commencer la vérification des identités en vue

d'un retour», a-t-elle déclaré après le tollé international soulevé par le sort réservé aux Rohingyas. «Nous sommes profondément désolés pour les souffrances de tous ceux qui se sont retrouvés pris au piège de ce conflit», a ajouté l'icône birmane, évoquant les Rohingyas ayant fui en masse au Bangladesh et les Bouddhistes ayant déserté leurs villages. Et si elle a déclaré vouloir punir tous les abus, Aung San Suu Kyi a précisé «encore faut-il que nous disposions de preuves solides», ne voulant s'aliéner ni la puissante armée birmane ni une opinion publique birmane à majorité bouddhiste qui ne cache pas un sentiment antimusulman.

### L'ASSOCIATION SUISSE-BIRMANIE DÉNONCE À SON TOUR

La conseillère nationale Laurence Fehmann-Rielle, présidente de l'Association Suisse-Birmanie, ne cache pas non plus sa déception face à l'attitude d'Aung San Suu Kyi. Elle rappelle que, depuis vingt ans, les Rohingyas, la minorité la plus nombreuse en Birmanie, sont considérés des citoyens de seconde zone: «Les autorités birmanes leur ont retiré la citoyenneté. À l'époque de la dictature, ils souffraient déjà d'un certain ostracisme, de mauvais traitements et d'humiliations. Certains ont commencé à se révolter. Il y a eu des heurts avec l'armée birmane avec une escalade de la violence après le 25 août dernier. L'attaque des rebelles de l'Arakan contre un poste de police a été un peu le prétexte pour l'armée birmane d'intervenir de façon extrêmement brutale contre ces populations. Avec les conséquences que l'on connaît.»

Si la marge de manœuvre d'Aung San Suu Kyi, fille du général Aung San — qui avait négocié l'indépendance de la Birmanie avec les Britanniques avant d'être assassiné — est restreinte, compte tenu de

la mainmise de l'armée sur le pays, elle est la seule en Birmanie à pouvoir prendre le risque de parler. Son discours ambigu prononcé le 19 septembre ne nuit-il pas à sa crédibilité après que le monde s'était mobilisé en sa faveur lorsqu'elle était en résidence surveillée?

«Quand la Ligue nationale pour la démocratie a massivement gagné les élections et qu'Aung San Suu Kyi a pris sa place au sein du gouvernement birman, nous avons observé qu'elle ne faisait pas beaucoup de cas des minorités. Elle avait d'ailleurs été interpellée à ce propos lors de sa campagne électorale. Les minorités attendaient beaucoup d'elle en tant qu'icône de la défense des droits humains, d'autant plus qu'elle avait elle-même souffert en détention», affirme la présidente de l'Association Suisse-Birmanie.

«La dirigeante birmane a déclaré qu'elle allait faire en sorte que des efforts soient déployés pour que les Rohingyas puissent retourner sur leurs terres, mais on ne sait pas comment ils vont pouvoir prouver leur identité afin d'être rapatriés, puisqu'ils ont souvent tout perdu y compris leurs papiers. Et il y a fort à craindre qu'ils subissent d'autres exactions de l'armée parce qu'il n'y a pas de mesures prises pour leur protection», conclut la conseillère nationale suisse. Elle rappelle que Didier Burkhalter, chef de la diplomatie suisse jusqu'au 31 octobre prochain, s'est déclaré «déçu mais pas surpris» par l'attitude d'Aung San Suu Kyi dans la crise avec les Rohingyas musulmans en Birmanie.

Le conseiller fédéral, resté en contact avec différents acteurs dans la région, a récemment confié à l'Agence télégraphique suisse (ATS) que les relations d'Aung San Suu Kyi avec les Rohingyas ont toujours été difficiles. Didier Burkhalter avait rencontré la prix Nobel de la Paix en 2012, à Berne, avant qu'elle devienne la cheffe du gouvernement birman.